

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-indiens-argentins-ont-510-ans-dans-le-corrallito-1>

Les indiens argentins, ont 510 ans dans le corralito (1)

- Notre Amérique - Frère Indigène -

Date de mise en ligne : vendredi 3 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La blague est vieille : les Mexicains descendent des Aztèques ; les Péruviens, des Incas ; et pour ce qui est des Argentins ? Ils descendent des bateaux. Jusqu'en 1994, la Constitution argentine ordonnait aux pouvoirs de l'État de "maintenir une relation pacifique avec les Indiens et de promouvoir leur conversion au catholicisme". Aujourd'hui, les choses ont changé sur le papier, mais la réalité continue obstinément : même en temps de campagne électorale, les indiens ne font pas partie de l'agenda des politiciens. Certains pensent que l'appauvrissement du pays permet, paradoxalement, aux Argentins de reconnaître que la blague du bateau n'est absolument pas une réalité.

Il est né il y a 43 ans dans la province de El Chaco et répond au nom Felipe Cerón. Il s'identifie comme indien toba, un des 20 peuples originaires qui habitent encore l'Argentine (voir carte de répartition des ethnies), et il vient d'être père pour la septième fois. Paradoxes de la vie, son fils est né juste le 12 octobre, le jour du 510ème anniversaire du début de la conquête espagnole. "Je vais l'appeler Cristóbal", plaisante ce petit homme brun, à la parole lente, arrangeant quelques chaises à la porte de sa maison dans le quartier Presidente Derqui, à une heure et demie du centre de Buenos Aires.

Il ne nommera pas l'enfant Cristóbal, mais ne pourra pas non plus le baptiser sous le nom de Doiqui, nom toba qui signifie "miraculeux", parce que jusqu'à aujourd'hui l'État argentin empêche les indigènes d'utiliser leurs noms originaux. "Ils disent que ces noms sont incompréhensibles, que ce sont des noms de choses, et ils ne veulent pas les enregistrer".

Ils n'ont même pas le droit d'utiliser leurs noms. Les quelques un million d'indigènes argentins, dispersés dans des communautés dans 21 des 23 provinces voient défiler l'histoire de leur pays sans faire partie des priorités de l'agenda politique national. "La lutte commence à prendre forme, on ne peut plus cacher davantage les aborigènes argentins", confie Felipe, installé dans cette communauté de 32 familles toba qui, il y a six ans, ont obtenu que l'archevêché leur donne le terrain où, depuis lors, ils essayent de récupérer le sens de la coexistence et du travail communautaire de leurs ancêtres.

Il semblerait que certaines victoires ont été acquises.

La même année où l'Armée Zapatiste de Libération Nationale est apparue au Mexique, la lutte indigène argentine s'est développée et les peuples ont obtenu la reconnaissance par l'État d'une série de droits, au moins sur le papier.

C'est que jusqu'au 10 août 1994, la Constitution argentine en la matière mandatait le Congrès "à maintenir une relation pacifique avec les Indiens et à promouvoir sa conversion au catholicisme". Le texte changea durant le gouvernement Menem pour reconnaître la préexistence des peuples indigènes argentins, garantir le respect de leur identité et le droit à une éducation bilingue et interculturelle, reconnaître leur personnalité juridique pour leur donner la possession des terres qu'ils occupent traditionnellement et pour arranger la cession d'autres terres. Mais dans la pratique, ces droits ne sont pas appliqués.

"C'est un État qui a systématiquement nié la présence indigène et même s'il a changé le cadre légal pour y inclure des droits spéciaux, il ne les a pas mis en pratique", explique la chercheuse Morita Carrasco, membre du Groupe d'Études sur les aborigènes. "Ils continuent à nous ôter des territoires", complète l'indien kolla Mario Barrio, "parce que quand ils y trouvent des richesses, ils nous déplacent".

Les indiens argentins, ont 510 ans dans le corralito (1)

C'est pourquoi, les Mapuches installés en Neuquén n'ont pas pu gagner la bataille qu'ils mènent depuis une décennie contre l'entreprise espagnole Repsol YPF pour éviter qu'elle continue à polluer l'eau et le sol de leurs territoires en exploitant les hydrocarbures. C'est pourquoi, les Guaranís de Misiones n'ont pas obtenu que l'entreprise argentine El Moconá cesse de détruire des arbres. Avec la Constitution dans la main, les Indiens devraient avoir gagné à l'avance ces batailles et beaucoup d'autres mais, insiste Barrio, tout reste sur le papier.

Pur désert

Cela a l'air d'une plaisanterie. Les huarpes de la province de Mendoza faisaient déjà partie de l'histoire, ils étaient une des nations indigènes éteintes.

Mais "ils ont réapparu soudainement"

Il y a cinq ans, un prêtre italien a révisé les registres de mariage d'une des régions viticoles de Mendoza, et a trouvé que les noms de famille de ceux qui s'étaient mariés il y a trois siècles, et qui s'étaient identifiés comme indiens, correspondaient aux noms de famille actuels d'une communauté qui vivait dans une lagune.

C'étaient les huarpes, qui pratiquaient les mêmes cérémonials de survie que leurs ancêtres, à partir de la pêche et de l'ensemencement de blé, et qui, depuis lors, ont entamé un processus de récupération culturelle. Ils ont exigé leur reconnaissance juridique comme communauté, la province fit un décret-loi pour exproprier les terres, les acheter et les restituer aux indigènes.

Cela semble être une fin heureuse, mais cela ne l'est pas vraiment, explique Tomás Natiello, membre de l'Equipo Nacional de Pastoral Aborigen. "Pourquoi il n'y a pas eu de problèmes pour donner la terre ? Parce qu'il s'agit d'un pur désert, aucune entreprise n'avait d'intérêts là-bas".

"Nous n'avons pas les mêmes droits"

Outre le territoire, les **indigènes argentins** exigent du respect et un traitement égalitaire, mais le chemin paraît encore long.

Un cas récent : à l'aube du 17 août passé, une centaine de policiers a envahi la communauté indigène Toba Nam Qom, dans la province de Formosa, située dans le nord de l'Argentine.

Vêtus de vêtements civils, ils ont investi des maisons, ont frappé des gens, ont arrêté une trentaine de personnes, parmi elles une femme enceinte dont l'accouchement a été avancé de deux mois après les faits. Tout cela, sans mandat.

On a appris ensuite que les gardes sont entrés pour rechercher les hypothétiques assassins du policier Juan de la Cruz, dont le corps avait été retrouvé un jour plus tôt dans les alentours de la communauté Toba. Ils ont accusé huit indigènes, sans preuves, dans le cadre d'un processus judiciaire en cours.

L'histoire est consignée de manière partielle dans les journaux. Timoteo Francia la reconstruit. Peau foncée, yeux fendus, avec un long profil qui le ferait passer sans problème par un descendant direct des Aztèques, cet aborigène explique que les prisonniers ont été torturés, et que la communauté continue à être surveillée par la police. Les autorités ne reconnaissent pas cette violation des droits humains commise contre les indigènes, un cas qui a déjà

été dénoncé par des organisations locales et internationales.

"S'il y eu de présumées implications dans les abus policiers, cela n'aurait pas été exagéré", a expliqué le ministre du gouvernement de Formosa, Elvio Borrini, au journal local El Comercial le 1er septembre. "L'attaque contre notre communauté démontre que nous n'avons pas les mêmes droits que les non indigènes", dit Francia.

"Mon pays n'a pas d'identité"

Une vieille blague parcourt l'Argentine : les Mexicains descendent des Aztèques ; les Péruviens, des Incas ; et pour ce qui est des Argentins ? Ils descendent des bateaux. Cette tentative de résumer l'histoire argentine uniquement à partir de l'arrivée massive d'Espagnols et d'Italiens démontre qu'il y a un problème d'identité, alerte

Tomás Natiello, journaliste qui depuis l'Equipo Nacional de Pastoral Aborigen réalise des projets de communication avec les communautés. "Le problème d'identité a à voir avec le fait que se forme à partir de l'école, du discours officiel l'idée que nous sommes les blancs d'Amérique latine, presque européens, nous construisons des églises gothiques et des bâtiments publics néoclassiques. Mon pays n'a pas identité.

"C'est pourquoi si tu demandes à un Argentin ce qu'il pense de son pays, il te répondra qu'il ne l'aime pas, cela n'est pas le cas, par exemple, avec les Mexicains. Nous avons vécu en tournant le dos à notre histoire, en croyant que tout a commencé avec l'indépendance, en 1810, et non 11 mille ans avant le Christ, et tant que tous les Argentins ne reconnaîtront pas ceci, le pays est foutu.

"Pour pouvoir te mettre debout, tu dois avoir une base historique, c'est pourquoi pour moi, il est important que l'Argentine se fonde une histoire beaucoup plus riche que celle du débarquement des bateaux. A part cela, si nous l'avons fait, c'est parce qu'ils nous ont jetés d'Europe, cela aussi il faut le rappeler", dit ce jeune descendant d'Italiens.

Le 510ème anniversaire de l'arrivée des Espagnols en Amérique a servi aux organisations sociales, qu'elles soient de droits humains, de travailleurs ou d'indigènes, pour une fois de plus élever la voix.

A l'Université des Mères de la Place de mai, sa dirigeante, Hebe de Bonafini, a décrit la Campagne du Désert qu'a dirigée, en 1879, le président Julio Argentino Roche pour en finir avec les aborigènes de la Patagonie.

Juste un siècle plus tard, engagé dans d'autres types de disparitions, le dictateur Jorge Rafael Videla rappela et applaudit "le geste".

Douleur partagée

"L'Europe de l'Amérique" est en crise et ne sait pas comment en sortir.

Il y a un an, sa monnaie valait un dollar, elle vaut aujourd'hui presque quatre fois moins, et beaucoup d'Argentins se demandent encore ce qui s'est passé.

Les indigènes n'ont pas ce type de préoccupations. Ils voient même la crise économique avec optimisme.

"Il est évident que cette situation nous rapproche des non indigènes", assure le dirigeant mapuche Miguel Leudan. Il

Les indiens argentins, ont 510 ans dans le corralito (1)

devient didactique : "Il paraît que quand on endommage quelque chose à quelqu'un et qu'il le dit à un autre, cet autre ne le comprend pas jusqu'à ce qu'à lui aussi on lui endommage quelque chose. Nous avons souffert des centaines d'années, et maintenant les non indigènes vivent la même chose. Comme nous durant des siècles, on touche à leur dignité".

Les élections présidentielles arrivent. Elles sont programmées pour le 30 mars de l'année prochaine, bien que tout peut arriver dans un pays qui vit une telle instabilité depuis décembre de l'an passé.

Les indigènes n'apparaissent pas dans les discours des candidats, mais cela ne leur importe que très peu. "Nous n'achetons à personne les petits miroirs colorés des offres politiques, et nous ne nous alierons à personne", dit le dirigeant mapuche. "Nous ne croyons pas dans les aumônes du péronisme ni dans les mensonges du radicalisme", ajoute Marisia Alma, une indigène kolla avec un sourire permanent dans le regard. La crise, thème central en Argentine, ne surprend ni n'alarme Jorge Nan, de l'Association de Communautés Indigènes Mapuches. "Mais nous ne pouvons pas non plus nous taire, parce que quand les intérêts internationaux étranglent les gouvernants de l'Argentine c'est bien, ah !, mais qu'il ne faudrait pas que nous parlions de souveraineté et d'autodétermination parce que, disent-ils, nous violons les lois de l'Etat.". Juan Bautista Aramallo, président du Centre Kolla, est plus ferme : "Mais qu'est-ce qui peut nous alarmer dans cette crise alors que nous savons ce qu'est le corralito depuis 510 ans ?", nous interroge-t-il. "A nous, il n'est pas nécessaire de nous raconter ce qu'est la faim, le déracinement, la souffrance. Nous, cela fait 510 ans que nous vivons les effets de la globalisation, la soumission et l'esclavage". Les Indiens sont d'accord sur le fait que si la crise ne les affecte pas particulièrement, c'est dû au fait que les 20 nations aborigènes argentines considèrent selon leur cosmovision l'accumulation de richesses comme un axe de la pensée occidentale.

"Nous n'avons jamais eu d'argent en banque, notre philosophie n'est pas d'accumuler de la richesse, mais de vivre en harmonie avec la (Mère) nature", dit le kolla Mario Barrio. "Les aborigènes ne sont pas nés avec des entreprises, ils n'ont pas de banques, ils n'ont rien", signale le toba Felipe Cerón, "ceux qui souffrent sont ceux qui vivent pour accumuler. Ici sont déjà passés Perón, les coups d'Etat militaires, la dictature, (Carlos) Menem, et, nous, nous continuons notre vie". Kolla, Enrique Mamaní n'est pas tellement optimiste. "Nous sommes nombreux à dire que cela ne nous importe que très peu, que cela fait 510 ans que nous luttons, et que cette crise n'est qu'une étape de plus, mais que dans la profondeur de la crise davantage de frères meurent parce que si avant les dirigeants pouvaient résoudre la situation sociale des blancs, maintenant ils ne peuvent plus et donc encore moins répondre à nos réclamations, nous restons une fois de plus en queue de peloton".

Le journaliste Prises Natiello y voit un avantage substantiel : "Comme l'Argentine est maintenant aussi pauvre que les autres pays de l'Amérique latine, il est plus facile de mettre dans la tête des gens qu'il y a aussi des indigènes. Il y a 10 ans, personne ne l'aurait cru."

Par Cecilia Gonzalez*

Buenos Aires, Argentina le 10 novembre 2002 Article original paru dans La Jornada Supplément Masiosare, le 10.11.02.

["Los Argentinos que no bajaron de los barcos"](#)

Traduction : Frédéric Lévêque.

Note du traducteur :

(1) Le corralito, c'est la mesure de gel partiel des comptes bancaires pris en décembre 2001.